

[Text]

Second, if the rest of Latin America wished to enter NAFTA and we were not there, they would consider Mexico rather than Canada, as their surrogate and interlocuteur.

Finally, once again, the reverse is true for the Commonwealth Caribbean. They would probably be pleased to have things remain as they are. Mexico and the rest of Latin America would not be receiving new preferential treatment in Canada. Therefore, CARIBCAN's existing preferences would not be affected.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, sir.

We were told earlier that the initiative for the NAFTA came from Mexico, and the reasons as perceived by Mr. Clark were spelled out. Mr. Pollock, did you hear that part of Mr. Clark's remarks?

Mr. Pollock: No, I did not.

The Chairman: Mr. Clark explained to us that the initiative for the NAFTA came from Mexico to the United States initially; that Mexico was interested in having an agreement which would have the effect of confirming the reforms that have been made in Mexico recently; and that it was keenly interested in assuring an environment that would attract investment in Mexico that would have the result of changing the economy of Mexico so as to provide a good prospect for social and political stability and, we all hope, political progress.

Could we generalize and say that Chile, which you have mentioned as possibly at the head of the queue, would have similar motivation? How far can we go? How far can we carry this line of argument?

Let me refer to what is happening in Europe and let us focus on Germany. West Germany has undertaken to be helpful — I use that term to encompass a lot — in relation to East Germany. This has occasioned some difficulties in the economic and fiscal situation in West Germany.

How far can we go in relation to Latin America to provide this kind of important service that we were told was asked for in the case of Mexico?

Mr. Pollock: Mr. Chairman, in the latest issue of *Newsweek* you will see a very fascinating article about how disturbed Mr. Salinas de Gortari and the PRI are concerning the possibility of something going wrong in the United States Congress. In my opinion, the future of the Mexican political system will depend on whether the NAFTA is ratified by the U.S., no matter what Canada does. We are small actors compared to the U.S. when it comes to Mexico.

[Traduction]

Deuxièmement, si le reste de l'Amérique latine désirait se joindre à l'ALÉNA sans que nous en fassions partie, ces pays considéreraient le Mexique, plutôt que le Canada, comme leur interlocuteur.

Enfin, encore une fois, c'est la situation inverse pour les Antilles du Commonwealth. Ces pays préféreraient sans doute le statu quo. Le Mexique et le reste de l'Amérique latine n'obtiendraient pas un traitement préférentiel au Canada. Par conséquent, les préférences actuellement accordées dans le cadre de CARIBCAN ne seraient pas touchées.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur.

On nous a dit tout à l'heure que c'est le Mexique qui avait pris l'initiative de l'ALÉNA pour des raisons que M. Clark nous a énumérées. Monsieur Pollock, avez-vous entendu cette partie de l'exposé de M. Clark?

M. Pollock: Non.

Le président: M. Clark nous a expliqué que c'est le Mexique qui avait abordé les États-Unis au sujet de l'ALÉNA. Le Mexique désirait une entente pour confirmer les réformes qu'il venait d'apporter et tenait beaucoup à créer un climat propre à attirer les investissements de façon à modifier l'économie mexicaine et à améliorer les perspectives de stabilité sociale et politique ainsi que les perspectives de progrès politique, comme nous l'espérons tous.

Est-il possible de généraliser en disant que les facteurs de motivation pourraient être les mêmes pour le Chili qui, d'après vous, serait sans doute le premier des autres pays intéressés? Jusqu'où pouvons-nous aller? Dans quelle mesure peut-on appliquer ce genre d'argument?

Prenons ce qui se passe en Europe et notamment en Allemagne. L'Allemagne de l'Ouest s'est engagée à venir en aide — dans un sens très général — à l'Allemagne de l'Est. Cela a occasionné des difficultés économiques et financières à l'Allemagne de l'Ouest.

Jusqu'où pouvons-nous aller pour rendre à l'Amérique latine le service important que le Mexique attend de nous?

M. Pollock: Monsieur le président, dans le dernier numéro de *Newsweek*, vous trouverez un article très intéressant sur les inquiétudes que M. Salinas de Gortari et le PRI éprouvent à l'idée d'un refus du Congrès américain. Selon moi, l'avenir du régime politique mexicain dépend de la ratification de l'ALÉNA par les États-Unis, peu importe ce que fera le Canada. Aux yeux du Mexique, nous ne pesons pas lourd dans la balance par rapport aux États-Unis.